

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article10519>

Alain Juillet quitte ses fonctions

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : mercredi 22 avril 2009

Spyworld Actu

La rumeur courait depuis quelques semaines, mais lepoint.fr est cette fois en mesure de le certifier : le [haut responsable en charge de l'intelligence économique auprès du Premier ministre](#) , Alain Juillet, quittera ses fonctions dans les prochains jours. Il ne s'agit pas d'une éviction, mais plutôt du terme logique d'une mission qui a atteint ses limites dans son organisation actuelle. L'intéressé nous l'a en personne confirmé mardi matin, sans autre commentaire que celui-ci : "Avant même l'élection du président Sarkozy, j'avais indiqué que la fonction que j'occupe depuis décembre 2003 doit évoluer, sans doute en changeant les structures. Une décision en ce sens a été prise, et je n'attends que le décret mettant fin à mes fonctions."

Né en septembre 1942, Alain Juillet est un ancien membre des services secrets, ancien officier du service Action du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage) dès les années 1960, qui est demeuré ensuite un HC (Honorable Correspondant) durant sa très longue carrière dans diverses entreprises, commencée auprès de Paul Ricard. Il s'est ensuite fait une spécialité des restructurations d'entreprises - Marks & Spencer étant la dernière - avant de revenir aux services secrets en 2002, pour prendre le poste de [directeur du renseignement de la DGSE](#) , numéro deux du service. Sa mésaventure notoire avec le patron du service, l'ambassadeur Pierre Brochand, ne pouvait que se traduire par l'arrêt du moins ancien dans le grade le moins élevé, et Alain Juillet est parti pour le SGDN [mettre en place la fonction créée pour lui](#) .

L'interlocuteur privilégié de grands patrons du CAC 40

Au fil des mois, il s'y est taillé une place très discrète, mais aussi très originale dans les structures de l'État, aux confins des univers souvent antagonistes de l'entreprise et des services de renseignement. Certes très actif dans le domaine flou de l'intelligence économique où des services proches de l'État cohabitent avec des acteurs privés aux méthodes parfois douteuses, Alain Juillet a progressivement élargi son influence à des secteurs adjacents. Il est ainsi devenu l'interlocuteur privilégié de nombreux grands patrons du CAC 40 ou des entreprises d'État confrontées à des problèmes de concurrence déloyale, de corruption, de marchés extérieurs acrobatiques ou de sécurité informatique.

La perspective de son départ a progressivement réduit le nombre de ses collaborateurs, aujourd'hui au nombre de sept : Jacques Fanouillère, venu du quai d'Orsay, est chargé des relations avec les ministères. Frédéric Puaux, administrateur civil venu des Finances, est en charge du suivi des entreprises stratégiques. Bernard Besson, contrôleur général de la police nationale, est chargé des formations à l'intelligence économique. Trois économistes renforcent l'équipe : Sophie Marlet suit les fonds souverains, Émilie Mathelin est spécialiste de la gestion de crise, et Rodolphe Monnet gère la veille stratégique.

Juillet prépare sa reconversion

Selon nos informations, le départ d'Alain Juillet se doublera de celui de la cellule, qui partira tout entière du Secrétariat général de la défense nationale, de facto en cours de profondes réformes, sinon de dislocation, avec le transfert de la plupart de ses compétences en matière de renseignement vers la cellule de coordination du renseignement créée autour de Bernard Bajolet à l'Élysée, et le départ annoncé de la Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information, sans doute transformée en agence indépendante. Pour autant, il semble que la future localisation des compétences du futur haut responsable en charge de l'intelligence économique ne soit pas arrêtée, des rumeurs évoquant soit un transfert physique vers la "cellule Bajolet", soit une absorption par Bercy, éventuellement sous l'autorité d'un délégué interministériel. À moins que la fonction ne disparaisse, option qui ne saurait être totalement écartée !

Quant à Alain Juillet, il n'a pas l'intention de se contenter de cultiver ses rosiers, et prépare sa reconversion dans le

Alain Juillet quitte ses fonctions

secteur privé, se dit attiré par les cabinets d'avocats d'affaires et par l'enseignement, conservant au service de l'État sa seule fonction bénévole de [membre du Conseil économique et scientifique de sécurité](#) installé par la ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie.

Post-scriptum :

<http://www.lepoint.fr/actualites-mo...>